

Le gouvernement s'attaque aux entreprises, au pouvoir d'achat des français et à l'emploi



Le gouvernement s'attaque aux entreprises, au pouvoir d'achat des français et à l'emploi

Les organisations professionnelles du transport routier de marchandises et de la logistique avaient fait part dès la semaine dernière de la colère grandissante des transporteurs partout en France. La raison ? Des mesures fiscales et réglementaires qui feraient peser des centaines de millions d'euros de charges et de contraintes supplémentaires sur le secteur. Reçues par Élisabeth BORNE cet après-midi, elles attendaient des réponses. Au lieu de ça, la Ministre alourdit la facture en augmentant la fiscalité gazole. Une politique clairement anti-entreprises, anti-compétitivité, qui ruine dans le même temps le pouvoir d'achat des Français et l'emploi.

Trop c'est trop ! avaient prévenu les transporteurs routiers la semaine dernière et qui ont été reçus cet après-midi par Madame BORNE. Mais la Ministre avait déjà fait les annonces ce matin. À toutes les mesures fiscales et normatives prévues alourdissant les charges des entreprises viendra donc s'ajouter une augmentation de la TICPE de deux centimes par litre qui impactera principalement les entreprises françaises.

On s'interroge sur le but d'une rencontre dont les conclusions ont déjà été annoncées le matin même devant la presse. La profession, pourtant déjà à bout, avait fait part de la colère grandissante des transporteurs partout en France, des risques de débordements et de mobilisations. *« Face à une vague fiscale mortifère pour les entreprises françaises, c'est la compétitivité et la croissance qu'attaque le gouvernement. Les professionnels étaient venus chercher des réponses à leur colère. Cette dernière ne fait aujourd'hui qu'empirer »* déclarent d'une seule et même voix les organisations professionnelles du secteur.

Augmentation de la TICPE, augmentation de la fiscalité sur le GNR, suppression de la DFS (Déduction fiscale spécifique), réduction des allègements FILLON, taxation des contrats courts, requalification de la fiscalité des entrepôts, etc. *« Un saupoudrage fiscal dont personne n'est dupe dans le secteur et qui monte la facture à des centaines de millions d'euros ! Sans parler de la méthode : 0 concertation, 0 étude d'impact, 0 planification. Et toutes ces mesures ne pèseront que sur les entreprises françaises ! Elles condamnent la compétitivité de notre pays dans un marché européen ultra concurrentiel »* dénoncent les organisations professionnelles.

« Le gouvernement annonce une fiscalité que ne pourront pas supporter les professionnels. Nous assistons à une vague de mesures anti-entreprises et anti-emploi. Nous avons porté depuis des semaines la colère de nos entreprises, leur désarroi, les risques sérieux de débordement sur le terrain. Au lieu d'avoir des réponses, le gouvernement ne fait qu'empirer la situation. Dans le même temps, on continue d'ajouter des normes qui exigent des investissements massifs. Notre secteur irrigue l'ensemble de l'activité française, l'asphyxier c'est condamner l'économie française, le pouvoir d'achat et l'emploi. Nous ne nous laisserons pas faire. » ont conclu les organisations.

Le transport routier représente 600 000 emplois en France et 40 000 entreprises.

**Il est un secteur stratégique de la transition énergétique.
Il représente seulement 5,7% des émissions de CO2 équivalent et 1,7% des émissions de
particules fines. Chiffres CITEPA Juin 2019.**

**Contact presse :
Jean-Marc RIVÉRA
06 30 12 37 37
jeanmarc.rivera@otre-direction.org**

**Téléchargez le communiqué de presse
ci-dessous**